

POLICANT.info

MAGAZINE TRIMESTRIEL DE LA POLICE CANTONALE VAUDOISE



LA POLICE DE PROXIMITÉ 10 ANS AU CONTACT DE LA POPULATION



PRÉPAREZ-VOUS POUR

THE SUMMITA OF FEMOTIONS

2-27 juillet 2025



SOYEZ DE LA PARTIE

Le compte à rebours a commencé: l'EURO féminin de l'UEFA 2025 arrive en Suisse!

Assistez à un football de classe mondiale et à des moments inoubliables tandis que les meilleures équipes européennes se disputeront la victoire. Ne manquez pas l'occasion de participer à cet événement historique.

En savoir plus: www.fr.uefa.com/womenseuro/

SOMMAIRE

N° 134 SEPTEMBRE 2024

- 05** **Editorial**
Edito de la commandante Sylvie Bula
- 06-09** **La police de proximité souffle dix bougies**
Les 10 ans de la création du détachement
- 10-13** **Journée de la sécurité à Morges**
Journée de démonstrations pour le public à Morges, organisée par le SSCM
- 14-15** **La division Info-centre**
Plongée au cœur de l'information policière
- 16-19** **Dispositif judiciaire du Montreux Jazz Festival**
Lors de chaque édition, un détachement est engagé pour traiter les affaires judiciaires.
- 20-21** **Ecole des Sciences criminelles**
La réalité virtuelle au service de la recherche et de la pratique
- 22-23** **Restaurant Eldora**
Présentation du nouveau chef et de son équipe
- 24-25** **Prévention criminelle**
Sexting et nouveau droit pénal en matière sexuelle
- 26-27** **Portrait : Vincent Delay**
Vincent Delay nous présente le musée Sherlock Holmes dont il est le conservateur
- 29** **Sport**
10ème tournoi de golf de la Police cantonale vaudoise
- 30-31** **Collaboratrices et collaborateurs**
Arrivées et départs à la retraite

IMPRESSUM

DONNÉES DE DIFFUSION Paraît 4 fois par an • Tirage 4'700 exemplaires • Tirage contrôlé par la REMP. **ÉDITEUR** Police cantonale vaudoise. Direction communication et relations avec les citoyens. Centre Blécherette • 1014 Lausanne.

COMITÉ ÉDITORIAL Jean-Christophe Sauterel: rédacteur en chef • David Guisolan: rédacteur en chef adjoint • Alexandre Bisenz: responsable d'édition. **RÉDACTEURS** Alexandre Bisenz • Valérie Ducommun-dit-Verron • Victorine Graber • Coralie Rochat.

MISE EN PAGE Next Communication SA. **RELECTURE** Police cantonale vaudoise. **IMPRESSIION** Imprimerie Cavin-Baudat, La Vallée de Joux. 100% **compostable et biodégradable**. Polcant info est envoyé dans un emballage écologique d'origine végétale fait de fécule de pommes de terre. **ABONNEMENT** Revue distribuée gratuitement à tous les membres de la Police cantonale, aux polices vaudoises, aux polices de Suisse, aux autorités civiles et judiciaires cantonales et fédérales, aux partenaires privés et à nos annonceurs. **PUBLICITÉ** Next Communication SA - 021 654 05 70.

CONTACT communication.police@vd.ch - 021 644 81 90 - www.police.vd.ch © Police cantonale vaudoise. Toute reproduction autorisée avec l'accord de l'éditeur.





LE PLAISIR DE CONDUIRE.
100% ÉLECTRIQUE.



Emil Frey SA

Crissier | Chavannes-près-Renens | Morges



Assurance accidents et complémentaire - Assurance indemnité journalière maladie - Prévoyance professionnelle

La vraie vie, c'est avoir une roue de secours

Assurer votre sérénité

C'est l'engagement du Groupe Mutuel, l'assureur de référence pour plus de 29'500 entreprises. Nos solutions dans les domaines de la Santé et de la Prévoyance sont adaptées à vos attentes, à votre activité et vous accompagnent sur le long terme. **La vraie vie, c'est avancer en mettant toutes les chances de son côté.**

groupe **mutuel**
Santé & Prévoyance

UNE DÉCENNIE DE PROXIMITÉ : RÉFLEXIONS SUR L'AVENIR DE NOTRE POLICE

La Police cantonale vaudoise (PCV) a toujours accordé une attention particulière à sa relation de proximité avec la population, qui se traduit notamment depuis toujours par une large présence sur le territoire, notamment au travers des postes de Gendarmerie.

Il y a dix ans, la PCV a fait un pas supplémentaire en posant les jalons d'une nouvelle approche par la création de son détachement de proximité, consolidant ainsi au sein de la Gendarmerie territoriale une approche et des concepts spécifiquement dédiés à cette mission. Aujourd'hui, l'heure est venue de prendre du recul et de méditer sur le chemin parcouru.

La société évolue, de même que les attentes de la population. L'approche du travail en proximité implique de rester en permanence à l'écoute et, au besoin, de repenser notre relation avec les citoyens et de réévaluer la manière dont nous exerçons notre rôle au sein de la communauté vaudoise.

Dans un contexte où le recours au dépôt de plainte est de plus en plus banalisé, l'expérience nous a montré que l'approche purement judiciaire, bien qu'indispensable, ne suffisait pas toujours à répondre aux besoins complexes des citoyens. Ce constat a été le catalyseur de la mise en œuvre de l'approche en résolution de problème. Ce processus offre une alternative non judiciaire pour tenter de résoudre des problèmes récurrents souvent à cheval entre des procédures pénales ou civiles.

Cette approche pragmatique nous permet d'aborder les défis quotidiens sous un autre angle, en tenant compte des nuances de chaque situation. Elle nous rappelle que derrière chaque problème se cachent des êtres humains, avec leurs histoires et leurs contextes uniques. Pour être véritablement efficaces, nos gendarmes doivent devenir des lecteurs avisés du tissu social de leur région, capables de décoder les subtilités et les enjeux locaux. L'expérience d'Orbe, lancée au début de l'année 2023, est un exemple d'une des approches qui peut être mise en place par la Gendarmerie. Et où la présence d'îlotiers renforce les liens de confiance et ouvre de nouvelles voies de communication entre la police et la population.

Dans d'autres régions, ce lien est entretenu au quotidien par les répondants de proximité dont le travail est régulièrement salué par les municipalités, autorités communales et partenaires ou associations. Innombrables sont les situations où les gendarmes ont contribué à l'apaisement en facilitant la reprise du dialogue ou la recherche de solutions concertées.



Ces retours nous poussent à poursuivre nos réflexions sur notre développement territorial. Nous sommes convaincus que la centralisation des services ne représente pas la solution aux besoins de notre population et que notre présence, tant en matière de prévention que de police de proximité ou encore d'intervention, doit poursuivre son évolution en prenant en compte les enjeux sécuritaires importants des différentes régions de notre canton.

La police de proximité n'est pas un concept figé, mais plutôt une philosophie vivante, en perpétuelle évolution. Elle nous rappelle sans cesse que notre raison d'être est de servir et de protéger la population, non pas comme une entité distante et impersonnelle, mais comme un partenaire attentif, bienveillant et intégré.

Sylvie Bula,
Commandante de la Police cantonale vaudoise

10 ANS DU DÉTACHEMENT DE PROXIMITÉ DE LA GENDARMERIE VAUDOISE

Si les rapports avec la population sont solidement ancrés dans l'ADN de chaque gendarme, ils sont l'essence même du détachement de proximité de la gendarmerie.

Le chien des voisins qui aboie toutes les nuits? Une personne qui importune constamment les passants dans la rue? La présence récurrente de déchets sauvages? Un conflit de voisinage? Voici quelques situations parmi tant d'autres, souvent à mi-chemin entre le pénal et le civil, et auxquelles, avant 2014, il n'était pas aisé de remédier. La création du détachement de proximité, dont la mission pour la mise en place et l'organisation avait été confiée à l'adjudant Mario Messina, avec le fort appui du commandement ainsi que du commandant actuel, le Colonel Gorka, a changé la donne. « On travaille sur des circonstances qui empoisonnent la vie des gens qui les subissent au quotidien. Nous tâchons d'éradiquer ou de réduire l'intensité de ces problèmes, lesquels, sans avoir forcément une connotation pénale, créent un fort sentiment d'insécurité. Jusqu'à dix ans en arrière, il n'existait pas de dispositif spécifique pour les traiter. Si un-e citoyen-ne se rendait dans un poste pour des nuisances sonores, du littering, des incivilités, conflits, de voisinage ou autre, les gendarmes tentaient de trouver une solution, mais ils ne pouvaient pas régler

la situation tout seuls et il n'était pas envisageable de détacher une personne à plein temps pour cela. L'idée du détachement de proximité est de dédier du personnel à ces missions et cela facilite automatiquement les rapports de la population avec la gendarmerie. Pour utiliser la métaphore de l'incendie: si police secours est engagée sur une affaire qui relève de la proximité, son intervention permettra d'éteindre momentanément le feu tandis que les répondants de notre détachement, vont, eux, travailler sur le fond du problème et faire tout leur possible pour que l'incendie ne reprenne pas. » Il est toutefois évident que tous les cas ne pourront pas être entièrement et définitivement réglés par le détachement: « La pratique nous a appris qu'il existe des situations qu'on ne pourra jamais résoudre. Il arrive qu'après un apaisement de quelques mois, les tracas repartent de plus belle. » Dans ce cas, le répondant assurera néanmoins le suivi.

La clé de voûte du système est le réseau de partenaires que chaque répondant crée dans sa zone d'activité. L'adjudant Mario Messina explique que les échanges



Les bus mobiles du détachement de proximité se rendent souvent près des centres commerciaux afin de permettre au public de rencontrer les gendarmes.



Les gendarmes du détachement de proximité se rendent chez les habitants qui ont été victimes d'un cambriolage. Cette « contre-visite » a pour but de rassurer les victimes et de les conseiller. Une attention très appréciée par la population.

avec des médecins traitants et des psychiatres ne sont pas rares. Les répondants de proximité sont aussi les interlocuteurs des procureurs, qui les contactent spontanément. A l'interne de la gendarmerie, les chefs de poste et leurs remplaçants sont les partenaires privilégiés des répondants de proximité.

Personnel dédié, unité de doctrine et vision globale

Dès le départ il était essentiel que le détachement adopte une approche technique unifiée pour la résolution des cas. C'est la méthode « SMARE », composée de cinq étapes (voir encadré), qui a été choisie. Ainsi, chaque affaire prise en charge respecte un processus identique, et ce malgré les particularités de différentes régions du canton et le grand éventail des situations rencontrées. « Un cas de problème de servitude entraînant un conflit de voisinage sera abordé de la même manière que celui d'un citoyen qui perd son sang-froid en raison de l'enclenchement du système d'arrosage

de son voisin en pleine nuit », précise Mario Messina avant de relever un autre aspect primordial: le suivi des dossiers traités. « Nous avons pour cela développé notre "cockpit". Cet outil a été construit à partir du retour d'expérience du terrain. Les différentes affaires y sont consignées, on y trouve bien sûr le répondant de proximité en charge du cas et les contacts établis. Cela donne une vision d'ensemble de toutes les situations en cours et rencontrées depuis 2014. Et pour les dossiers qui ne sont pas résolus de manière définitive, cela nous permet de nous rappeler que nous y travaillons. »

Des bus pour être au plus près de la population

En été 2015, soit une année après sa fondation, le détachement étend son activité à travers la création d'un poste mobile de la gendarmerie sous la forme d'un bus de proximité. « Convaincus par le concept, nous avons quelques mois plus tard affrété un deuxième bus, se souvient l'adjudant. Ces véhicules sont munis d'un équipement informatique, à l'image d'un poste de gendarmerie. Avec deux hommes d'équipage à son bord, chaque bus sillonne le canton et s'arrête dans deux localités par jour. » Sur place, les gendarmes accueillent les citoyen-ne-s qui viennent demander des informations, déposer une plainte pénale, signaler la perte d'une pièce d'identité ou exposer un problème de voisinage. Les bus sont aussi le point de départ de patrouilles cyclistes et pédestres. Ils assurent la visibilité de la gendarmerie et permettent d'entretenir le lien avec la population. « Quand on installe le bus dans un lieu, les jeunes qui fréquentent l'endroit nous lancent parfois des regards provocateurs, mais après quelque temps, on peut entamer la discussion. Ces présences sont également l'occasion de nouer des contacts avec les commerçants et les autorités des localités visitées », détaille le chef du détachement.



Les personnes qui abordent les gendarmes des postes mobiles demandent parfois des renseignements sur des sujets qui les préoccupent.

PLACE À LA MO- BILITÉ



Piétons, poussettes, personnes à mobilité réduite :
INOVIL vous fait de la place et porte vos courses.

INOVIL réunit les parkings Riponne,
Rôtillon et Valentin.

Design-Hymn

INOVIL

La place libère l'esprit

CAVE DE LA CRAUSAZ FÉCHY



CAVE DE LA CRAUSAZ BETTEMS FRÈRES SA
Ch. de la Crausaz 3 1173 Féchy
Tél. 021 808 53 54 www.cavedelacrausaz.ch

OFFRE DÉGUSTATION DE 15 BOUTEILLES

5 x 70 cl

Cave de la Crausaz Féchy / Féchy AOC La Côte CHF 43.50

5 x 70 cl

Rouge Cave de la Crausaz /
Les Bourrons, Assemblage CHF 43.50

5 x 70 cl

Rosé La Crausaline / Rosé de Pinot Noir CHF 45.-

15 bouteilles

livrées à votre domicile (**LIVRAISON GRATUITE**). CHF 132.-

Je commande 1 carton de dégustation livré à mon domicile
pour la somme de CHF 132.- (uniquement en Suisse).

Nom: _____

Prénom: _____

Rue: _____

NP / Lieu : _____

Date : _____

Tél: _____

Signature : _____

E-mail : _____

MERCI DE RENVoyer VOTRE FORMULAIRE REMPLI À:

Cave de la Crausaz Bettems Frères SA ● Ch. de la Crausaz 3 ● 1173 Féchy
fechy@cavedelacrausaz.ch ou au 021 808 53 54

Avant leur passage dans une commune, les équipages du poste mobile se renseignent afin de savoir s'il y a eu dans la localité des cambriolages ou autres délits. Si c'est le cas, ils rentrent en contact avec les personnes lésées qui leur réservent généralement un très bon accueil. Les gendarmes effectuent ce que l'on nomme des contre-visites. Ils opèrent ainsi un suivi des affaires et il arrive même que des informations complémentaires récoltées au passage fassent avancer l'enquête. Cela peut s'agir, dans le cadre d'un cambriolage, d'une trace ADN qui n'avait pas été signalée.

Le profil pour être répondant

L'adjudant Mario Messina a évolué, au cours de la première partie de sa carrière, au sein de la gendarmerie territoriale ainsi que dans diverses activités spécifiques au corps. Pourtant, il s'épanouit dans la police de proximité, qui, comme il le répète, n'a rien de spectaculaire.

Mais qu'est-ce qui constitue le profil idéal d'un répondant de proximité ? « Il faut avoir acquis quinze ou vingt années d'expérience dans un poste ou dans la gendarmerie mobile. Être en mesure de créer le consensus, de mener une séance de bons offices, de savoir convaincre et être doté de patience. Avoir également de l'empathie et une parfaite connaissance des procédures pénales et civiles. Il faut aussi être capable d'assumer des responsabilités, car l'activité de répondant est très indépendante. » Les répondants suivent certes les modules de proximité dispensés par l'Institut suisse de police, mais plus que les formations, ce sont les qualités professionnelles et personnelles qui font les bons répondants.

SMARE

Situation : phase d'identification du trouble

Mesures transitoires : premières mesures à prendre, renseignements complémentaires

Analyse : recherche des causes, des bases légales, du degré d'urgence, des partenaires et des objectifs à fixer

Réponse : mise en place d'un plan d'action (préventif et/ou répressif) avec l'appui des partenaires

Quelques chiffres

2014	année de création
2015-2016	mise en service de deux bus
700-750	affaires traitées par année
7	répondants de proximité, soit un par district
6	gendarmes itinérants à bord des bus
800-900	nombre de présences par année des postes mobiles dans le canton

La confiance au centre

L'adjudant Mario Messina entend continuer à transmettre la vocation de ce service rendu à la population. « Il permet de tisser des liens forts. Nous souhaitons poursuivre notre activité, qui crée un lien de confiance privilégié avec la population vaudoise. Il est important que cette dernière se sente proche de sa gendarmerie et soit consciente qu'elle peut s'adresser à elle en cas de tracas ! »

@ Coralie Rochat



La présence des gendarmes des postes mobiles donne l'occasion de nouer des contacts avec les commerçants.

Les quatre missions du répondant de proximité

Résolution de problèmes

C'est ce qui occupe la majorité du temps du répondant de proximité. Les répondants de proximité interviennent aussi dans les écoles et travaillent parfois en soutien aux communes en dispensant leurs conseils.

Appui aux chefs de poste

Les chefs de poste travaillent en contact étroit avec les municipalités afin de partager l'état de la situation des communes. Il arrive fréquemment que les répondants de proximité soient associés à ces démarches et complètent le service aux citoyens.

Renseignement

Les répondants de proximités tissent des liens de confiance avec de nombreux interlocuteurs, dont, par exemple, les directions d'établissements scolaires. Quand il parvient aux oreilles de la police de proximité qu'un jeune s'isole, les répondants font remonter l'information à leurs collègues de la division mineurs.

Prévention

C'est une mission secondaire pour la police de proximité, car elle incombe principalement aux chargés de prévention de la direction communication et relations avec les citoyens (DCRC). La police de proximité apporte cependant son soutien à l'occasion de campagnes nationales.

PROTECTION DE LA POPULATION: GRAND ÉVÉNEMENT PUBLIC À MORGES

La résilience, hier, aujourd'hui et demain : le Service de la sécurité civile et militaire (SSCM) a organisé les 23 et 24 août à Morges une série d'événements sur le thème de la résilience, visant des publics variés et offrant des perspectives diversifiées.

Après avoir analysé les crises sous l'angle du passé lors de l'exposition temporaire du Château de Morges et ses musées, une grande journée de la sécurité organisée par le Service de la sécurité civile et militaire (SSCM) a présenté au grand public, le 24 août 2024, les moyens d'intervention actuels des partenaires sécuritaires pour faire face à la survenance d'un événement sortant de l'ordinaire. Afin de compléter cette vision d'ensemble, une conférence, organisée la veille, a analysé les pistes de réflexion pour renforcer la résilience de demain.

Hier : exposition au château de Morges

L'exposition temporaire du Château de Morges et ses musées «Y a le feu au lac? Histoire d'une Suisse à haut risque», visible jusqu'au 15 décembre 2024, interroge l'influence exercée par les événements environnementaux sur la vie des populations suisses, hier et aujourd'hui, ainsi que l'organisation des populations pour faire face aux conséquences de catastrophes. L'exposition répond à ces questions à travers cinq thèmes : les catastrophes naturelles et humaines, les pénuries alimentaires, les épidémies, les défis énergétiques.

Quelque 20 partenaires de la protection de la population ont présenté leur organisation et leurs missions, ainsi que leurs différents moyens d'intervention lors de la journée de la sécurité publique. Ici, le stand des plongeurs de la brigade du lac de la gendarmerie.



tiques et finalement, quelles sont les peurs générées de tout temps par ces insécurités. Chaque thème présente des exemples historiques illustrant l'évolution des perceptions et des réactions dans les moments de crise, ceci afin de mieux appréhender la gestion de ces risques aujourd'hui.

Aujourd'hui : journée de la sécurité publique

Samedi 24 août, une grande journée de la sécurité publique présentant les moyens d'intervention et les missions des partenaires sécuritaires vaudois s'est déroulée à Morges. Destinée aux familles et adaptée à tous les âges, la manifestation s'est étendue des jardins du Château de Morges jusqu'au parc des Sports, ainsi que le long du quai du Mont-Blanc. Plus de 20 partenaires de la protection de la population y ont présenté leur organisation, leurs missions et leurs différents moyens d'intervention. Invitant à la découverte des métiers de celles et ceux qui protègent la population, cette journée a été rythmée par des animations, jeux, concours et démonstrations, dont la simulation d'une intervention coordonnée, programmée plusieurs fois dans la journée.

Demain : conférence sur la protection de la population

Organisée au Théâtre de Beausobre, la veille de la démonstration publique, le 4e volet du cycle de conférences «Pour une vision partagée face au développement des risques» a porté sur le thème suivant : la capacité de résilience à l'aune d'un monde incertain. Suisse à haut risque ou îlot de tranquillité? Le riche programme de cette conférence et la qualité des interventions ont permis de faire un état des lieux de la situation géopolitique de notre pays et d'identifier des pistes pour renforcer la capacité de résilience des institutions et de la population. Animée par des politologues, des spécialistes financiers ainsi que des représentants des autorités politiques et publiques, cette conférence a poursuivi les réflexions soulevées par l'exposition temporaire du Château de Morges en les projetant sur la Suisse d'aujourd'hui et en identifiant des pistes pour faire face et protéger la population et ses bases d'existence.

@ Tania Bonamy, SSCM

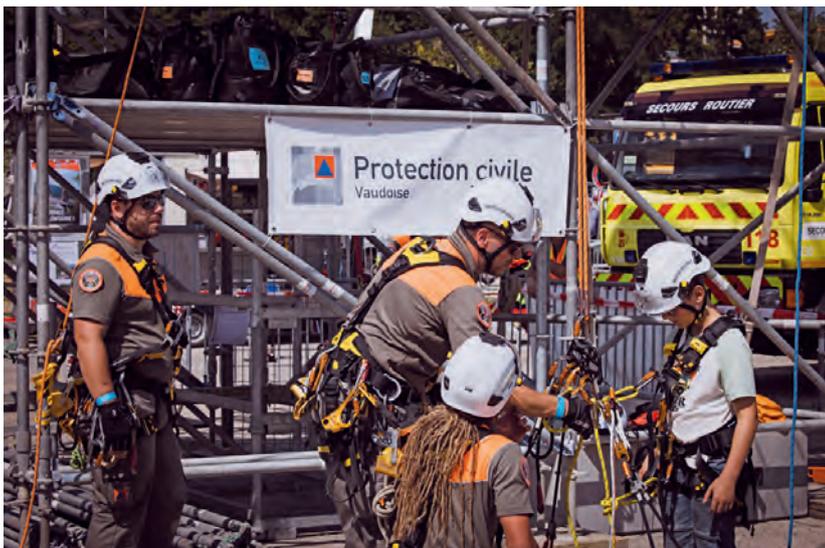
Photos: Julie Masson / SSCM



Afin d'illustrer la coordination entre les différents partenaires et leurs modes d'engagement, une simulation d'intervention coordonnée a été présentée à trois reprises pendant la journée.



Le Chef du département de la jeunesse, de l'environnement et de la sécurité, le Conseiller d'Etat Vassilis Venizelos, a remercié les organisateurs de la journée et s'est réjoui de cette occasion de présenter les métiers de celles et ceux qui protègent la population.



Présentation et expérimentation, par les futures recrues, du matériel de la Protection civile vaudoise pour les travaux en hauteur : anti-chute, spécialiste cordiste et sauvetage en profondeur.

La Protection civile vaudoise dispose de drones avec des pilotes formés, pour accomplir des missions de reconnaissance, d'analyse ou de recherche de personnes tant en intérieur qu'en extérieur.





Présentation des moyens de décontamination par les membres du corps des sapeurs-pompiers.



Simulation d'une décontamination chimique sur une victime.



Le véhicule d'aide au commandement de la Police cantonale vaudoise : équipé notamment de moyens de communication, il permet aux responsables de coordonner les opérations sur le terrain.



Présentation du véhicule de soutien sanitaire (VSS) et du matériel à disposition, ainsi que de sa fonction en cas d'intervention.

AU CŒUR DE L'INFORMATION POLICIÈRE : PLONGÉE DANS L'INFO-CENTRE

Composé d'une vingtaine de personnes, le service de l'Info-Centre joue un rôle crucial dans la gestion des données policières, le système nerveux de l'institution. Présentation de cet endroit stratégique.

Chaque jour, des centaines de rapports et de plaintes affluent vers l'Info-Centre. Ces documents, saisis par les policiers sur le terrain, constituent la matière première d'un travail essentiel; «La mission de l'Info-Centre va bien au-delà d'une simple saisie de données. Nous sommes les garants de la qualité des informations conservées dans l'institution», explique Đurđica Hazard, cheffe de projet données police de la Police cantonale. Cette responsabilité implique un véritable travail de précision; les collaborateurs du service ne se contentent pas de copier les données reçues, ils les analysent, les interprètent, codifient les infractions et les modus, et attribuent les bons dossiers aux bonnes personnes. C'est un défi de taille, lorsqu'il s'agit de gérer des cas d'homonymes ou de personnes utilisant différentes identités pour brouiller les pistes par exemple. Et pour illustrer le volume d'information traité,

en une année, ce sont environ 1'000'000 de pages qui sont scannées, 35'000 affaires qui sont assemblées, et 51'000 nouvelles personnes qui sont introduites dans SINAP (Système d'information et d'archivage police).

Récemment réorganisé, l'Info-Centre s'articule désormais autour de quatre pôles de compétence: les deux premiers sont les écrits judiciaires, couvrant des domaines aussi variés que les stupéfiants, la loi sur les étrangers et l'intégration ou encore la cybercriminalité, ainsi que la circulation et la collaboration avec les assurances. Le troisième pôle porte sur les signalements des personnes recherchées ou portées disparues, des documents d'identité, des armes, des véhicules et des objets perdus ou volés. Le dernier pôle de compétence porte sur l'épuration des dossiers judiciaires avec leurs données et leur archivage au niveau des ACV (Archives

L'équipe de l'Info-Centre est la gardienne de la mémoire policière. Elle assure la qualité, la pertinence et la disponibilité des informations nécessaires à la police et à ses partenaires.



cantonaux vaudoises), en respectant divers cadres réglementaires.

Le rôle de l'Info-Centre ne s'arrête toutefois pas aux frontières cantonales. Il est également le répondant officiel pour des systèmes de la Confédération comme RIPOL, le système de recherches automatisées de personnes et d'objets, ou encore l'Office fédéral des routes (OFROU). Le traitement des données est encadré par de nombreuses réglementations et doit répondre aux exigences strictes de l'Office fédéral de la statistique (OFS).

L'Info-Centre travaille pour les polices vaudoises mais apporte aussi son expertise en collaborant activement avec divers services cantonaux tels que le Ministère public, l'Ordre judiciaire vaudois, ou encore le Service de la population. Sa position fait de ce service un maillon essentiel dans la chaîne de l'information policière au niveau cantonal et fédéral.

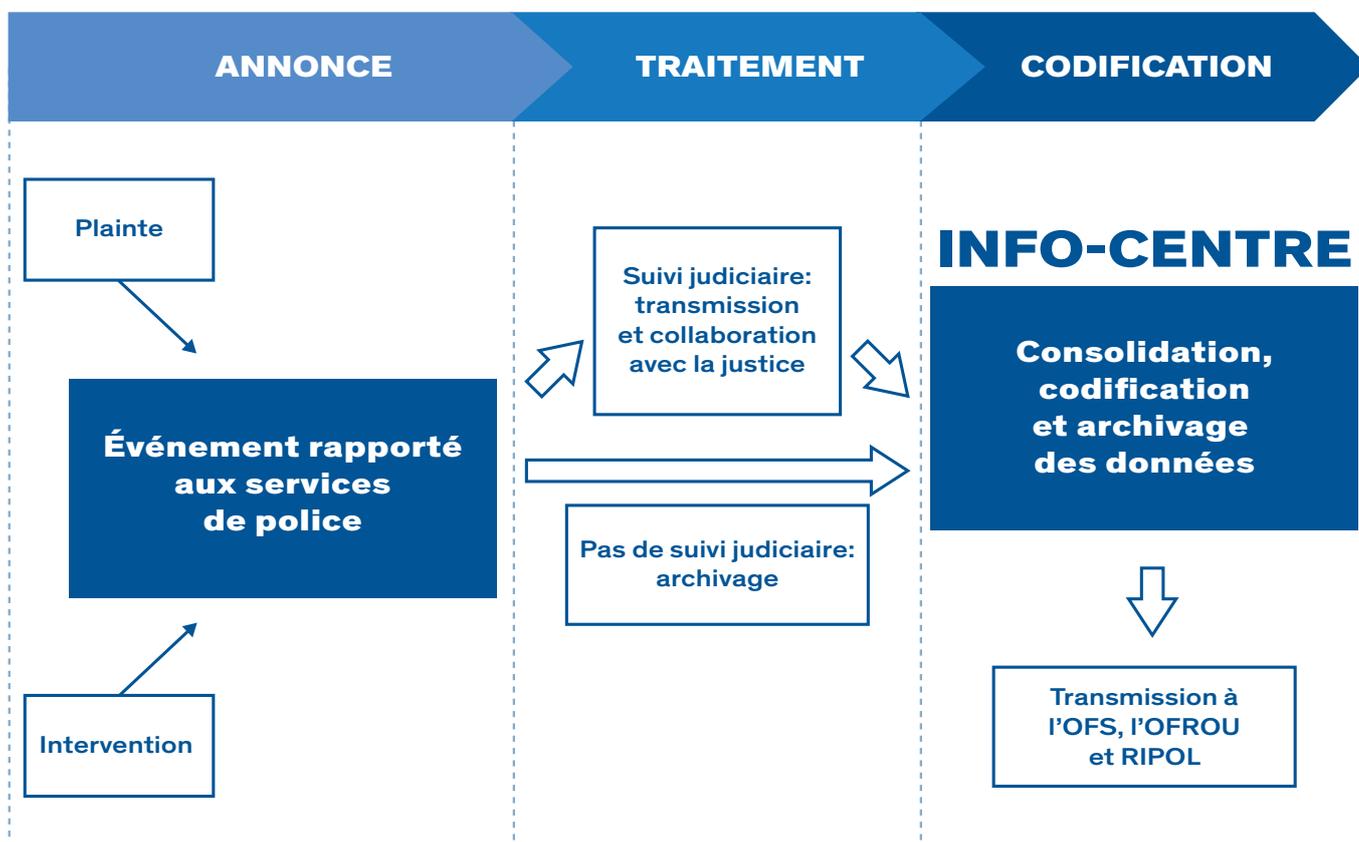
L'une des tâches du service est sa gestion de l'ensemble des écrits de l'Organisation policière vaudoise (OPV), à l'exception de la Police municipale de Lausanne qui introduit ses propres données. L'Info-Centre joue un rôle de supervision en vérifiant et en consolidant les informations introduites dans le système SINAP. L'expertise des collaborateurs permet également de détecter d'éventuelles erreurs de procédure lors de la saisie des informations. Cette vigilance constante contribue à maintenir la qualité et l'intégrité

des données policières, qui sont notamment exploitées par ARES, l'unité d'analyse stratégique de la PCV. Cette unité a produit plus de 180 tableaux d'indicateurs opérationnels, statistiques et stratégiques, utiles au commandement, aux enquêteurs et pour étayer les réponses aux autorités et partenaires

Alors que les technologies de l'information évoluent rapidement, le service doit constamment s'adapter pour rester à la pointe. Les défis futurs incluront probablement l'automatisation de certains processus, tout en maintenant le niveau élevé d'expertise humaine nécessaire à l'interprétation des données. La conservation à long terme des données est également un aspect crucial du travail de l'Info-Centre. Selon les cas, les affaires peuvent être conservées jusqu'à 30 ans. Le processus d'épuration est rigoureux : avant toute suppression, les dossiers sont soumis aux Archives cantonales vaudoises pour évaluation.

Ainsi, l'Info-Centre est bien plus qu'un simple service administratif. Il est le gardien de la mémoire policière, assurant la qualité, la pertinence et la disponibilité des informations cruciales pour le travail quotidien de la Police cantonale vaudoise et de ses partenaires. Son rôle, souvent discret mais toujours essentiel, contribue directement à l'efficacité de l'institution.

@ Alexandre Bisenz



UN DISPOSITIF JUDICIAIRE SPÉCIAL DÉDIÉ AU MONTREUX JAZZ

Lors de chaque édition, un détachement judiciaire est engagé pour traiter ce genre d'affaires lors du Montreux Jazz Festival. Son chef nous le présente.

Chaque été, les quais de Montreux vibrent au rythme du Montreux Jazz, un événement qui a attiré plus de 250'000 personnes cette année, transformant la paisible cité en une véritable fourmilière. Mais derrière les notes de musique et l'ambiance festive se cache un important dispositif sécuritaire. « Nous sommes présents à chaque édition, explique le commissaire adjoint Stéphane Schneider de la police de sûreté, chef de la région judiciaire est et chef du dispositif judiciaire du festival. Notre équipe, composée de 5 à 10 personnes issues de la gendarmerie et de la police de sûreté, officie durant les 15 jours – et surtout les 15 nuits – de la manifestation. La police cantonale possédant les compétences judiciaires pour traiter les affaires pénales,

nous prenons en charge ce genre de cas et assurons leur suivi. De plus, notre dispositif s'intègre aux mesures déployées par Police Riviera, qui coordonne tous les acteurs durant le festival. »

Une vingtaine d'affaires judiciaires cette année

Si le bilan sécuritaire de l'édition 2024 est globalement positif, il témoigne néanmoins de l'ampleur du travail accompli par les forces de l'ordre : 30 cas de bagarres ou d'ivresse, 9 agressions, 10 infractions liées aux stupéfiants et pas moins de 43 contrôles d'identité. La police communale a également procédé à la mise en fourrière de 14 véhicules et enregistré 5 plaintes pénales, 2'541 amendes d'ordre ont été dressées et 206 objets de va-

Le chef du dispositif judiciaire du Montreux Jazz, le com adjt Stéphane Schneider (ici au centre), en compagnie du chef d'engagement, le sgtm Etienne Ducrey (à droite), et l'Aide à l'engagement, l'adj Olivier Duperrex (assis), dirigent les interventions police depuis un poste de commandement spécialement aménagé.



leur ont été répertoriés. Côté stupéfiants, 20 grammes de cocaïne, 60 pilules d'ecstasy et 6 grammes de haschisch ou de marijuana ont été saisis. « Dans les cas qui nous sont rapportés, on trouve des infractions à la Loi sur les stupéfiants, des agressions, des infractions à la loi sur les étrangers (LEI) ou d'autres délits qui nécessitent l'ouverture d'une procédure pénale, précise encore Stéphane Schneider. Cette année, une vingtaine de ces affaires feront l'objet de poursuites judiciaires. »

Un poste de commandement au cœur du festival

Pour mener à bien cette mission, les forces de l'ordre disposent d'un espace dédié au cœur de l'événement doté d'une véritable infrastructure informatique. « Ces outils nous permettaient d'intervenir sur une situation potentiellement problématique telle qu'un mouvement de foule, une bagarre, ou un problème particulier. Il ne faut pas oublier qu'à la suite de la fermeture momentanée des salles de concert du 2M2C, nous avons opéré sur un site de plus d'un kilomètre et demi, qui s'étendait des quais du 2M2C jusqu'au Casino », rappelle Stéphane Schneider.

Un grand travail proactif

Mais la sécurité du Montreux Jazz Festival ne repose pas uniquement sur les épaules des forces de l'ordre. C'est un véritable travail d'équipe qui se joue en coulisses. Aux côtés des policiers, on trouve l'entreprise Securitas, les membres de la sécurité du MJF, la Protection civile, les ambulanciers du 144, les pompiers du SDIS Riviera, une équipe sanitaire qui a installé une permanence, des membres des sociétés de sauvetage de Montreux, les transports publics et la voirie de la ville de Montreux. Cette collaboration étroite permet non seulement de gérer les situations de crise, mais également de prévenir les incidents.

En définitive, le dispositif sécuritaire du Montreux Jazz Festival apparaît comme un défi logistique et humain considérable. Il met chaque fois au défi les forces de l'ordre de s'adapter à un environnement festif tout en maintenant un haut niveau de sécurité. C'est grâce à cet équilibre subtil que l'aventure du MJF perdure et qu'il conserve son excellente réputation.



suite en page 19



Optic 2000



DEPUIS 25 ANS,
NOTRE HISTOIRE
S'ÉCRIT AVEC VOUS.

-25%

SUR VOS VERRES*

PROGRESSIFS INCLUS

* Voir conditions en magasin

Optic 2000 Aigle
Pl. de la Gare 5
1860 Aigle

Optic 2000 Chailly
Avenue de Béthusy 91
1012 Lausanne

Optic 2000 Gland
Rue du Mauverney 18
1196 Gland

Optic 2000 Morges
Rue Centrale 7
1110 Morges

Optic 2000 Payerne
Rue de Lausanne 20
1530 Payerne

Optic 2000 Bellevue
Centre Manor Vevey
1800 Vevey

Optic 2000 Crissier
Léman Centre Coop
1023 Crissier

Optic 2000 Lausanne Centre
Rue Centrale 15
1003 Lausanne

Optic 2000 Moudon
Grand-Rue 1
1510 Moudon

Optic 2000 Prilly
Rte de Cossonay 21
1008 Prilly

Optic 2000 Bessières
Rue de Langallerie 1
1003 Lausanne

Optic 2000 Echallens
Grand-Rue 13
1040 Echallens

Optic 2000 Métropole
Rue de Neuchâtel 3
1400 Yverdon

Optic 2000 Orbe
Grand-Rue 14
11350 Orbe

Optic 2000 Rolle
Avenue de la Gare 17
1180 Rolle

Optic 2000 Bussigny
Place de la Gare 4
1030 Bussigny

Optic 2000 Epalinges
Place de la Croix Blanche 23
1066 Epalinges

Optic 2000 Montreux
Rue de la Paix 2
1820 Montreux

Optic 2000 Oron
Le Bourg 1
1610 Oron

Optic 2000 St-Prex
Centre Commercial Coop
1162 St-Prex

LA RÉALITÉ VIRTUELLE AU SERVICE DE LA RECHERCHE ET DE LA PRATIQUE

Edoardo Cocco est assistant-diplômé en criminologie à l'Université de Lausanne. Sa thèse appréhende la perception de l'environnement et de la sécurité publique ainsi que la peur du crime par le biais de la réalité virtuelle (VR). Cette dernière permet de parer à des difficultés méthodologiques et offre une transposition facilitée des connaissances à la pratique.

Les avantages de la réalité virtuelle

E. Cocco a débuté sa recherche en souhaitant proposer des indicateurs d'autocontrôle présentant une meilleure validité. Il s'est alors tourné vers la réalité virtuelle. En effet, cette technologie permet de tester des éléments qui jusqu'ici étaient méthodologiquement, éthiquement ou pratiquement infaisables.

Le chercheur a progressivement réorienté sa recherche sur la peur du crime. L'hypothèse globale étant que les personnes présentant un faible taux d'autocontrôle ont tendance à prendre davantage de risques, craignent moins de subir un crime et rapporteraient ainsi plus de victimisations – nombre de situations dans lesquelles elles ont été victimes d'agressions et de vols – que les personnes présentant un niveau élevé d'autocontrôle.

La première phase de l'étude

Les participant·e·s à l'étude se sont d'abord vu présenter le test psychométrique de BART (Balloon Analogue

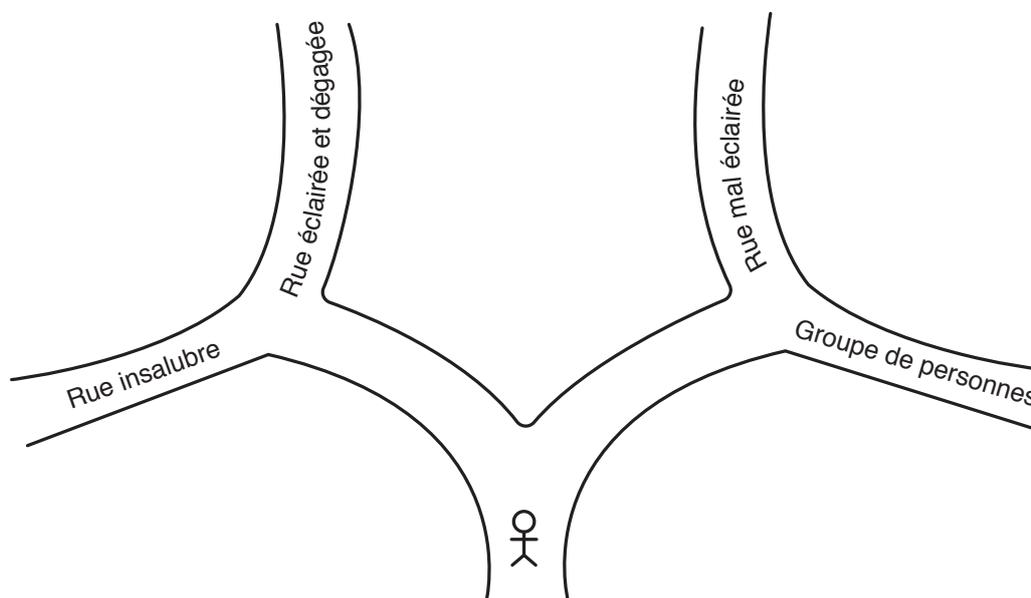
Risk Task) sous forme informatique. Il s'agit d'un jeu consistant à gonfler au maximum un ballon pour obtenir des points, tout en sachant que le ballon peut exploser à n'importe quel moment.

Ce test permet d'évaluer la prise de risque des individus. Les individus ont ensuite rempli un questionnaire portant sur les expériences de vols ou d'agressions potentiellement subies.

Finalement, doté·e·s d'un casque de VR, les participant·e·s ont été plongé·e·s dans un environnement nocturne inconnu, intégralement inventé et créé par E. Cocco. Ils et elles avaient pour mission de rejoindre, à pied, leur domicile après une soirée. Différents chemins étaient alors possibles et chacun présentait des conditions différentes, comme présenté sur le schéma ci-dessous.

Les 160 participant·e·s étaient divisé·e·s en deux groupes: l'un recevait l'indication supplémentaire de se comporter comme elles et ils le feraient si la situation rencontrée était réelle.

Les candidats à l'étude pouvaient choisir entre différents chemins présentant des conditions différentes pour atteindre leur destination.



Les premiers résultats

Cette première recherche a permis de confirmer des résultats issus de la littérature, notamment le fait que les femmes choisissent des rues plus sécurisées que les hommes. Aussi, les personnes indiquant avoir déjà été victimes d'une infraction font des choix plus risqués que les personnes sans victimisation. Ce dernier résultat peut sembler contre-intuitif, mais deux hypothèses pourraient l'expliquer. Premièrement, ces personnes présenteraient un taux d'autocontrôle plus faible et donc s'exposeraient davantage au risque. Deuxièmement, les individus pourraient effacer leurs victimisations précédentes lors de l'expérience, car ils et elles ont conscience qu'il s'agit d'une expérience de réalité virtuelle et que cela n'a pas réellement d'impact. Précisons à ce propos que les participant-e-s qui se sont vu rappeler de se comporter dans la VR, comme ils et elles le feraient dans leur quotidien, se comportent avec davantage de prudence que les autres.

Une recherche collaborative

Fortes des premiers résultats et de la possibilité d'investigation qu'offre la VR, la recherche s'est développée en intégrant un financement par la plateforme Interact. Il s'agit d'une plateforme créée par la Ville de Lausanne et l'Université de Lausanne qui finance chaque année des projets ayant pour caractéristique la collaboration entre des chercheur-euse-s et des praticien-ne-s lausannois. Edoardo Cocco, Patrice Boillat (Lieutenant à la Police municipale de Lausanne), Michaël Meyer (chargé de mission et recherche Direction de la sécurité et de l'économie à la Police municipale de Lausanne) et Fabien Conte (responsable sécurité et continuité aux Transports publics de la région lausannoise) travaillent ensemble sur ce projet ayant pour but de développer un outil utile à la pratique de la PML et des TL.

Conjointement aux différents partenaires, il a été décidé que le quartier de la Riponne serait numérisé afin d'y mettre en place des scénarios en VR. Ce quartier concentre effectivement l'attention de la PML et des TL.

La recherche vise alors à améliorer la qualité de vie des usager-ère-s et des habitant-e-s. La modélisation en 3D de l'espace a été effectuée à l'aide d'un scanner photométrique à 360 degrés (LiDAR) produit par l'entreprise FARO.

La deuxième phase de l'étude

Les 120 participant-e-s devront rejoindre, toujours à pied, la station Lausanne-Chauderon depuis la station Riponne-Maurice-Béjart. Les scénarios présentés dans la VR testeront, en sus des différentes conditions présentes dans la première phase de l'étude, différents types de présences policières et plusieurs aménagements physiques. Pour appréhender les trois dimensions – affective (émotions et physiologie), cognitive (pensée) et conative (comportement) – de la peur du crime, l'analyse des trajectoires sera complétée par des mesures physiologiques. Le rythme cardiaque ainsi qu'un traçage du regard seront alors analysés.

De plus, les individus seront invités à remplir plusieurs questionnaires avant et après l'utilisation de la réalité virtuelle afin de connaître leurs expériences de victimisation d'agression et/ou de vol, leur niveau d'autocontrôle, de peur du crime en général et finalement de peur du crime dans le quartier numérisé. Pour ce dernier point, les individus devront indiquer dans quelle mesure elles et ils auraient craint de subir une agression ou vol si l'environnement de la VR était réel.

Les résultats de la deuxième phase

La récolte de données de la deuxième phase devrait débuter à la fin de l'été 2024. Les résultats devraient être disponibles courant 2025 sous forme de rapport à l'adresse des praticien-e-s et sous forme de site web. Les personnes qui visitent la page pourront également faire l'expérience du parcours entre les deux stations, tout en consultant les principaux résultats de la recherche.

@ Victorine Graber



Les participants ont déambulé virtuellement de la place de la Riponne jusqu'à la place Chauderon entièrement numérisées (comme illustré ci-dessus), afin d'étudier les décisions qui ont motivé leurs choix d'itinéraires.

LES PIEDS À LA BLÉCHERETTE, LES PAPILLES EN VADROUILLE AUTOUR DU MONDE

Rencontre avec Alexandre Bourlon, qui officie depuis février en tant que responsable du restaurant Eldora de la Police cantonale vaudoise.

On retrouve le chef un matin à la Blécherette. Bref coup d'œil du côté de la cuisine : l'équipe du restaurant est à pied d'œuvre et cela contraste avec le calme qui règne à la cafétéria, où quelques employé·e·s de la police profitent d'un moment de pause autour d'un café. « Une journée typique démarre vers 6h30, explique Alexandre Bourlon. On commence par un brief sur les tâches, on détaille qui fait quoi et chacun·e rejoint ensuite son poste. Notre journée de travail se termine à 15h. »

L'équipe composée de sept personnes sert en moyenne 180 plats par jour à la cafétéria et régale un large éventail de membres de l'institution. « C'est un défi de réussir à satisfaire tout le monde : des gens qui travaillent dans les bureaux aux gendarmes qui font de l'intervention en passant par les équipes de la Direction générale de la mobilité et des routes (DGMR). Chacun·e a des habitudes différentes et il faut pouvoir proposer des plats à la fois consistants et équilibrés », relève le chef.

Les personnes détenues à la zone carcérale bénéficient de la présence du restaurant puisque c'est l'équipe d'Alexandre Bourlon qui mitonne les repas qui leur sont servis trois fois par jour, y compris le week-end grâce à un système de barquettes faites maison. Cette activité représente quotidiennement une quarantaine de plats.

Créativité et innovation

France, Portugal, Cap-Vert, Sénégal, Congo : la richesse des origines des membres de l'équipe du restaurant s'exprime dans la composition des menus. A tour de rôle, les membres de l'équipe suggèrent des spécialités en lien avec leur région natale. « Semaine après semaine, un collaborateur ou une collaboratrice est mis en avant, détaille le chef. Sa photo est affichée à l'entrée du self-service et les personnes qui passent savent qu'elles peuvent lui poser des questions. C'est un excellent moyen de créer du lien ! »

Le chef n'est jamais à court d'idées pour dynamiser le restaurant : « Depuis peu, une animation est proposée

tous les mardis matin : un petit-déjeuner salé à l'anglais avec café, bacon, œufs brouillés, tomates, champignons, saucisses et baked beans. » De quoi prendre des forces pour une bonne journée de travail !

Travail de l'ombre

L'équipe du restaurant fournit des repas à manger sur le pouce aux policières et policiers qui partent en opération. « C'est par exemple le cas lorsqu'il y a des matchs de foot qui requièrent la présence de gendarmes, précise Alexandre Bourlon. On confectionne des lunchs et des salades, un par personne ou deux si l'heure de fin de l'engagement n'est pas connue. Ce service nous est demandé assez fréquemment, soit une à deux fois par semaine, et on varie toujours les casse-croûtes que l'on propose. Les personnes qui mangent au self-service ne se doutent pas qu'en parallèle à la préparation du repas de midi, on élabore parfois jusqu'à 300 lunchs à l'emporter. »

Alexandre Bourlon, qui a d'abord officié en tant que pâtissier dans sa France natale, souhaite dans le futur pouvoir mettre le personnel de la police derrière les fourneaux : « Les personnes intéressées pourraient choisir un menu, une spécialité culinaire liée à leur origine par exemple, nous transmettre la recette afin que nous achetions les ingrédients et venir le concocter avec nous. » Si cette initiative permettrait de développer la relation entre l'équipe du restaurant et ses client·e·s, elle lèverait aussi un peu le voile sur les coulisses de l'établissement.

Le restaurant de la Police cantonale est accessible au grand public et ses menus peuvent être consultés sur rpc.eldora.ch.

@ Coralie Rochat



Dès 6h30, l'équipe du restaurant Eldora, avec de gauche à droite Pierre, Patricia, Alexandre, Ousmane, Hervé et Tino, sont à pied d'œuvre.

Trois menus par jour et une grande variété

Deux plats ainsi qu'une suggestion végétarienne figurent tous les jours au menu du restaurant. La variété des plats est telle que, depuis février, le restaurant n'a jamais concocté deux fois le même menu. Comment le chef et son équipe trouvent-ils l'inspiration? «On propose chaque semaine une série de repas en lien avec la gastronomie d'un pays ou d'une région. Ce système nous donne beaucoup d'idées! La saison et la météo influencent aussi nos choix.» L'offre est complétée par un buffet de salades et des mets à l'emporter, notamment des sandwiches et des sushis.

Attention portée à l'environnement

Le restaurant ne sert que de la viande suisse et s'approvisionne principalement auprès de fournisseurs de légumes locaux.

Depuis qu'il a pris les rênes du lieu, Alexandre Bourlon a réduit les quantités servies dans les assiettes, mais l'équipe du restaurant reste à l'écoute, comme il l'explique: «Les client-e-s peuvent se réserver ou demander d'avoir un supplément.»

Cette initiative contribue à diminuer le gaspillage alimentaire, tout comme la possibilité de réserver, le midi, un plat qui pourra être emporté dès 14h. «C'est une bonne solution pour les gens qui n'arrivent pas à se décider entre deux menus. Ils peuvent en goûter un le midi et commander l'autre à l'emporter pour seulement 4.90 francs. Dans ce cas, nous faisons refroidir le plat qui peut être récupéré à 14h pour être consommé plus tard dans la journée.»

SEXTING ET NOUVEAU DROIT PÉNAL EN MATIÈRE SEXUELLE

Le 1^{er} juillet 2024, le nouveau droit pénal en matière sexuelle est entré en vigueur. Parmi les nouveautés législatives, certaines concernent notamment les jeunes avec le sexting, soit l'envoi électronique de photos et vidéos sexuellement explicites.

Le cœur de la réforme du droit pénal en matière sexuelle entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2024 constitue l'extension des infractions de viol et contrainte sexuelle. Celles-ci n'étaient auparavant réalisées que si l'auteur contraignait la victime par la menace ou la violence. Cette condition n'est donc plus nécessaire.

Désormais, les actes sont considérés comme viol ou contrainte sexuelles dans tous les cas où la victime fait comprendre à l'auteur, par des mots ou des gestes, qu'elle ne veut pas entretenir de rapports sexuels avec lui et où il passe intentionnellement outre la volonté qu'elle exprime. L'état de sidération dans lequel la victime peut se retrouver est également considéré comme une expression de refus.

Par ailleurs, le viol ne se limite plus à l'acte sexuel mais comprend tout acte analogue qui implique une pénétration du corps, ce qui englobe davantage d'actes. La nouvelle infraction est décrite sous forme épiciène afin que les juges puissent appliquer la disposition indépendamment du genre de la victime.

Le sexting est aussi concerné

Sont moins connues les nouveautés concernant le sexting, soit lorsque des personnes se photographient ou se filment dénudées et envoient ensuite ces photos ou vidéos, une pratique que l'on observe de plus en plus chez les jeunes.

Même si ces images ou vidéos ont été prises et échangées volontairement et de manière consensuelle, les jeunes pouvaient jusqu'à présent être passibles de sanctions pénales si la personne photographiée ou filmée avait moins de 16 ans. Si les images ou vidéos pouvaient être considérées comme pornographiques, elles étaient traitées comme de la pornographie enfantine, dont la production et diffusion sont interdites.

Si les personnes concernées avaient 16 ou 17 ans, une dérogation était certes applicable mais conduisait parfois à des cas absurdes. En effet, si deux jeunes de 16 et 17 ans réalisaient des photos ou vidéos pornographiques l'un de l'autre, ils restaient impunis. Mais dès que le plus âgé des deux devenait majeur, l'acte

devenait subitement punissable car le plus jeune était toujours mineur.

Un deuxième paradoxe est apparu : les mineurs, qui sont censés être protégés par la loi, pouvaient soudainement se rendre punissables en montrant leurs propres images de nu si leurs productions étaient de la pornographie enfantine au sens de la loi.

Une décriminalisation du sexting...

Le nouveau droit pénal en matière sexuelle tient compte des paradoxes mentionnés plus haut et élargit le cadre d'impunité. Il s'inspire, entre autres, des règles concernant l'âge requis pour les relations sexuelles consenties (entre adolescents).

Concrètement, cela signifie que l'art. 197 al. 8bis CP prévoit désormais que les mineurs qui échangent des selfies dénudés ne sont plus punissables si les conditions suivantes sont réunies :

- Ils se connaissent personnellement (et pas seulement via internet).
- Leur différence d'âge ne dépasse pas trois ans.
- Les photos ou vidéos sont échangées de manière volontaire et consensuelle.
- Elles ne sont pas envoyées contre de l'argent et aucune somme d'argent n'est promise en échange.

... mais dans une certaine mesure

Les mineurs peuvent toutefois toujours commettre un acte punissable, par exemple en envoyant des images pornographiques à d'autres personnes sans leur consentement. Ainsi, un jeune de 17 ans peut être poursuivi en justice s'il envoie une photo de ses parties génitales à un autre jeune sans lui demander au préalable la permission ou s'il partage un selfie érotique sur un chat de groupe.

De même, un jeune de 19 ans s'expose toujours à des sanctions pénales s'il obtient des selfies érotiques d'un autre jeune âgé de 15 ans, même si celui-ci les lui a



envoyés de son plein gré. Dans ce cas, le fait qu'il soit majeur et la différence d'âge de plus de trois ans sont déterminants. Ce n'est qu'une fois que les deux sont majeurs que la différence d'âge ne joue plus aucun rôle.

@ Valérie Ducommun-dit-Verron

Conseils destinés aux parents

Si le nouveau droit pénal en matière sexuelle évite de criminaliser et donc de stigmatiser les jeunes qui pratiquent le sexting, il n'en reste pas moins qu'il faut rester prudent avec l'envoi de photos explicites.

C'est ce que vous devriez faire comprendre à vos enfants, tout en les rendant conscients des éléments suivants : même si un enregistrement est destiné à un usage privé, il existe toujours un risque qu'il soit transmis à d'autres personnes ou publié sur internet. Par ailleurs, il n'y a pas besoin de se dénuder pour être attirant et les idéaux de beauté constituent des notions sociales susceptibles d'être déconstruites.

Enfin, il ne faudrait jamais être reconnaissable sur une photo de nu en dissimulant pour cela le visage ou tout autre signe distinctif.

VINCENT DELAY, JURISTE ET CONSERVATEUR DU MUSÉE SHERLOCK HOLMES

Chef de la police administrative, Vincent Delay s'occupe de l'application du concordat sur les entreprises de sécurité privées et de l'application de la loi fédérale sur les armes. En dehors de cela, il consacre son temps libre aux associations dont il est membre. Portrait.

En tant que chef de la police administrative, les missions principales de Vincent Delay sont la gestion du bureau de la sécurité privée et du bureau des armes. Recevoir, traiter et délivrer les autorisations en matière d'armes et d'entreprises de sécurité privée font partie de ses responsabilités. Vincent Delay est juriste et gère également les cas d'affaires litigieuses ou complexes dans son domaine.

Rencontre avec Sherlock Holmes

«Quand j'étais enfant, le Château de Lucens se visitait, et le musée de Sherlock Holmes se trouvait à cet endroit. J'ai vu une mystérieuse salle dans la cave qui m'a beaucoup intrigué, il s'agissait de la reconstitution du salon de Sherlock Holmes.» Depuis cette visite, Vincent Delay n'attendait qu'une seule chose : lire les

romans mettant en scène les enquêtes du célèbre détective. Par la suite, il s'est renseigné sur l'auteur et a fait de magnifiques rencontres comme avec Marcus Geisser, fondateur des «Reichenbach Irregulars», une société suisse d'études sur l'œuvre de Sir Arthur Conan Doyle, l'inventeur du personnage. Après quelques échanges, Vincent Delay a décidé de créer sa propre association en 1999 : la Société d'études holmésiennes de Suisse romande. Il s'est aussi inscrit en tant que membre de la Sherlock Holmes Society of London, une société londonienne qui organise plusieurs événements annuels pour les passionnés. Vincent Delay mène les visites guidées du musée et gère également les relations avec les autres musées ainsi qu'avec les médias. Le musée Sherlock Holmes participe également à plusieurs manifestations comme Lausan'noir, le festival annuel du polar de Lausanne.

Afin de se rapprocher encore plus de ce personnage mythique, Vincent Delay s'est ensuite occupé en tant que spécialiste du musée Sherlock Holmes de Lucens et depuis juin 2001, ce musée a été réaménagé dans la «Maison Rouge», monument historique du village. Lors de la visite de ce lieu chargé de mystère, nous découvrons l'histoire du célèbre détective ainsi que celle de son auteur. De multiples objets lui ayant appartenu y sont d'ailleurs conservés. Dans cette reconstitution du salon de Sherlock Holmes, on retrouve l'ambiance mystérieuse de son univers : objets insolites, meubles en bois, attirail complet du détective, mais surtout, une cheminée d'époque donnant tout son charme à la pièce.

Le plaisir d'écrire

Entre deux visites, Vincent Delay se consacre à sa deuxième passion : l'écriture. Ainsi, de 2011 à 2019, il a écrit neuf romans policiers, à la manière d'Agatha Christie (1890-1976), l'auteure anglaise qui a connu un franc succès durant l'âge d'or de la fiction policière, une période notamment caractérisée par des récits moins sombres qu'aujourd'hui. «Mais bien sûr, reprend-il, Sherlock Holmes est également une référence et je m'en inspire beaucoup pour l'écriture de mes romans.»

Chef de la police administrative de la Polcant, Vincent Delay est le conservateur du musée Sherlock Holmes de Lucens depuis plus de vingt ans.



Association du musée du Chemin de fer Blonay-Chamby

Depuis plus de dix ans, Vincent Delay est également membre de l'association du chemin de fer Blonay-Chamby. Cette coopérative a été créée dans les années soixante afin de préserver l'authenticité des trains historiques et de faire profiter aux visiteurs d'un voyage dans le temps. Il est possible d'emprunter le train à vapeur depuis Blonay et pour se rendre au musée de l'Association et ainsi découvrir la collection d'anciens wagons et de locomotives. « La restauration de véhicules anciens me plaît, car je me retrouve dans la même époque que Sherlock Holmes. » Et pour le futur? « Outre les prochaines éditions de Lausan'noir, je prévois de continuer d'écrire mes romans et de continuer ma collaboration avec un imprimeur local. Dans tous les cas, ce ne sont pas les futurs projets qui manquent, mais plutôt le temps, le temps de tout mener de front! » conclut-il.

@ Aurélie Chevallaz

Musée Sherlock Holmes

Le musée est ouvert le samedi et le dimanche de 14 h à 17 h. Réservations au moins 48 h à l'avance par téléphone au 076 583 61 33.

Renseignements sur le site internet:
www.lucens.ch/sherlockholmes

Musée Blonay-Chamby

Le chemin de fer Blonay-Chamby circule les samedis et dimanches du mois de mai à fin octobre. Sa collection de près de 80 véhicules ferroviaires construits entre 1870 et 1940 est l'une des plus complètes d'Europe.

Renseignements sur le site internet:
www.blonay-chamby.ch

Cyberexposition « Arthur Conan Doyle et Sherlock Holmes en Suisse » à l'adresse:
www.fondation-sir-acd-expo.ch



Le salon du célèbre détective, baignant dans une ambiance mystérieuse, a été reconstitué.

CHOISISSEZ LA BANQUE préférée DES VAUDOISES ET DES VAUDOIS



Notre meilleure récompense,
votre confiance

www.bcv.ch/impacts



Ça crée des liens

10^{ème} TOURNOI DE GOLF DE LA POLICE CANTONALE VAUDOISE

Vendredi 21 juin 2024, le Golf Club de la Police cantonale vaudoise (GCPCV) a organisé son dixième tournoi sur le parcours de Payerne.

Cette dixième édition était l'occasion de retourner sur le superbe golf de Payerne, site qui avait accueilli le premier événement du GCPCV en 2012. Les premiers concurrents se sont élancés sous le soleil et ont eu la chance de terminer leur parcours sans une goutte de pluie, tandis que dès la mi-journée, la compétition a dû être interrompue à deux reprises à cause des orages.

En cette année olympique, nos collègues de France voisine n'ont pas pu effectuer le déplacement car ils étaient tous déjà engagés dans diverses missions en lien avec les JO. Cette compétition aura néanmoins réuni 56 joueurs de diverses polices cantonales et communales de Suisse, de la Police fédérale, ainsi que des personnes œuvrant dans des services touchant à la sécurité.

En ce qui concerne les résultats, relevons les magnifiques performances de Nicolas Martin, le nouveau président du club, avec une belle deuxième place au classement net jusqu'à 18,5 d'index, et de Pascal Stockburger qui termine 1^{er} du classement net dès 18,6 d'index.

@ adj Pascal Fontaine



Cette 10^{ème} édition aura réuni 56 joueurs de diverses polices et services touchant à la sécurité.

LE NOUVEAU FORD PUMA®



**AVEC MEGABOX POUR
UNE MÉGA-PLACE.**



GROUPE LEUBA

GARAGE BEL-AIR SA

Avenue des Sports 13, 1400 Yverdon-les-Bains, Tél. 024 423 00 60
info.15@groupe-leuba.ch, ford-garagebelair.ch